

**Journée mondiale de la liberté de la  
presse - Déclaration de la haute  
représentante, au nom de l'Union  
européenne - Communiqué de  
presse du conseil de l'Union  
européenne**  
(Bruxelles, 02 mai 2017)

La liberté de la presse est essentielle au bon fonctionnement de la démocratie. Nous célébrons aujourd'hui la Journée mondiale de la liberté de la presse dans un contexte difficile pour le journalisme. Les attaques contre la liberté d'expression et la liberté de la presse se multiplient à travers le monde.

La liberté, la pluralité et l'indépendance des médias sont indispensables pour promouvoir et protéger la démocratie de par le monde. La liberté de la presse et la liberté d'expression comptent parmi les fondements mêmes de la démocratie, contribuent à la construction de sociétés stables, inclusives et résilientes et peuvent contribuer à apaiser les tensions et à endiguer les conflits. L'UE soutient la mise en oeuvre du programme de développement durable à l'horizon 2030, qui vise notamment à garantir un accès universel à l'information ainsi que la protection de la liberté d'expression.

Il est primordial de soutenir un journalisme indépendant, éthique et de qualité. En facilitant la libre circulation d'informations de qualité et bien documentées sur des questions d'intérêt public et en jouant un rôle d'observateur critique, les médias indépendants sont les fondements d'une démocratie participative et peuvent être utilisés pour faire en sorte que les pouvoirs publics soient tenus de rendre compte de leurs actes. L'UE veille à ce que le respect de la liberté d'expression soit intégré dans tous ses programmes de développement et politiques. Elle finance notamment des projets spécifiques dans les pays tiers destinés à améliorer la qualité du journalisme, l'accès aux informations publiques et la liberté d'expression. Depuis juin 2015, l'UE a soutenu, dans le cadre de son programme de subventions de faible montant, au moins 45 défenseurs des droits de l'Homme en situation de danger qui promeuvent le droit à la liberté d'expression.

L'UE condamne l'augmentation des menaces et des violations à l'égard des journalistes et des professionnels des médias hors ligne et dans le cyberspace. Tous les États sont tenus de remplir leurs obligations mondiales en matière de protection de la liberté d'expression et de la sécurité des journalistes en mettant en place un cadre juridique favorable et en poursuivant toutes les attaques contre des journalistes. L'UE s'oppose systématiquement - dans les contacts bilatéraux avec les pays tiers ainsi que dans les enceintes multilatérales et régionales - à toute législation, réglementation ou pression politique qui limite la liberté d'expression et elle prend des mesures concrètes afin de prévenir les attaques contre des journalistes et des blogueurs et d'y répondre.

Les orientations de l'UE relatives à la liberté d'expression en ligne et hors ligne, adoptées en 2014 ainsi que leur mise en oeuvre qui se poursuit, réaffirment la détermination de l'UE à promouvoir les libertés d'opinion et d'expression, droits qui doivent pouvoir être exercés partout par chacun, sur la base des principes d'égalité, de non-discrimination et d'universalité, par quelque média que ce soit et sans considération de frontières./.